

Conclusions 2019 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

Tchad

En 2019, le Tchad a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le ministère de la Justice a adopté une feuille de route nationale pour la mise en œuvre d'une loi de 2018 sur la traite des personnes et le ministère de l'Éducation nationale a dévoilé un programme éducatif de deux ans visant à soutenir jusqu'à 230 000 enfants en situation de vulnérabilité. La brigade de protection des mineurs a également ouvert un bureau central à Laï et formé cent points focaux responsables de la coordination des enquêtes avec les bureaux régionaux. Toutefois, au Tchad, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans le travail forcé dans le cadre de la garde du bétail et des services domestiques, parfois des suites de la traite des personnes. Par ailleurs, le gouvernement ne recueille pas de données sur les efforts des services de répression et n'a pas de politiques actives en place pour s'attaquer au travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale et le travail forcé.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants au Tchad sont proposées :

Tableau 11. Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la législation interdise expressément l'utilisation, l'offre ou l'obtention d'enfants à des fins illicites.	2011 – 2019
	Ratifier les lois en instance qui érigent la traite des enfants en infraction criminelle et accordent également une protection aux enfants qui travaillent dans le secteur informel.	2019
	Relever l'âge minimum d'admission à l'emploi pour qu'il corresponde à l'âge de fin de scolarité obligatoire.	2018 – 2019
Application	Veiller à ce que les rôles des organismes de répression soient bien connus et compris par le public, que ces organismes bénéficient de ressources suffisantes, notamment en matière de formation, pour remplir leurs missions et que des enfants ne soient pas détenus avec des individus inculpés de violations présumées en raison d'un manque de disponibilité des prestataires de services.	2016 – 2019
	Renforcer l'Inspection du travail en autorisant les inspecteurs à imposer des sanctions et en leur fournissant assez de ressources,	2014 – 2019

Tableau 11. Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	notamment en matière de formation, pour mener des inspections à la fois dans le secteur formel et le secteur informel.	
	Glaner, conserver et publier des données sur les efforts des services de répression, notamment des informations sur le budget de l'Inspection du travail, le nombre et le type d'inspections effectuées, si des infractions ont été constatées, des sanctions imposées et des amendes perçues, ainsi que le nombre d'enquêtes judiciaires effectuées, de poursuites lancées et de condamnations obtenues.	2014 – 2019
	Augmenter considérablement le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2012 – 2019
	Veiller à un financement suffisant pour les organismes d'application du droit pénal, à la formation de leurs agents, et à l'application des sanctions prononcées aux termes de la loi.	2015 – 2019
	Veiller à ce que les enfants ne soient pas assujettis aux pires formes de travail des enfants par l'armée ou des responsables publics locaux.	2019
Coordination	Veiller à ce que les comités de coordination reçoivent des ressources adéquates pour se réunir et s'acquitter de leurs responsabilités de coordination des efforts et de réponse aux questions portant sur le travail des enfants.	2014 – 2019
Politiques gouvernementales	Adopter une politique de lutte contre toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants au Tchad et veiller à la mise en œuvre des politiques existantes.	2009 – 2019
Programmes sociaux	Veiller à l'accès à l'éducation pour tous les enfants en éliminant les frais liés à la scolarité, s'assurer que les écoles constituent des espaces sécurisés, et augmenter le nombre d'écoles, de niveaux, de salles de classe et d'enseignants dans l'ensemble du pays, y compris pour les enfants vivant dans des camps de réfugiés.	2014 – 2019
	Veiller à ce que chaque enfant se voit délivrer un acte de naissance, car il peut être nécessaire pour s'inscrire à l'école.	2014 – 2019
	Veiller à ce que les programmes existants reçoivent des fonds adéquats afin de soutenir les victimes du travail des enfants dans l'ensemble du pays, et que les programmes sont mis en œuvre comme prévu.	2016 – 2019
	Établir ou développer des programmes fournissant des services aux enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants,	2009 – 2019

Tableau 11. Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	notamment l'usage du travail forcé des enfants dans le cadre de la garde du bétail, des services domestiques et de l'exploitation sexuelle commerciale.	